



REVISION DU PLAN CLIMAT

ATELIERS CITOYENS DU 2 DECEMBRE 2018

SYNTHESE DES COMPTE RENDUS

Dans le cadre de la révision du plan climat de Brest métropole, à l'occasion du Village Climat décliné, des ateliers citoyens étaient proposés le dimanche 2 décembre matin pour recueillir l'avis des citoyens sur deux sujets mis en débat par table de 10 à 12 personnes.

Des éléments sur le portrait énergétique du territoire, l'évaluation du premier plan climat et le calendrier prévisionnel d'élaboration du second plan climat ont été présentés en plénière en introduction.

La synthèse de ces échanges sera portée à la connaissance des élus au moment de la définition de la stratégie de ce deuxième plan climat et de sa déclinaison en un programme d'actions pour les six prochaines années.

44 personnes ont participé à ces ateliers.



Question 1 : Quels sont les sujets prioritaires à traiter pour œuvrer localement dans la lutte contre le changement climatique ?

Déplacement / Mobilité

Les sujets des déplacements et de la mobilité sont largement arrivés en tête en matière de sujets jugés les plus prioritaires dans la lutte contre le changement climatique.

Dans les débats, les préoccupations tournent autour du développement d'alternatives à la voiture individuelle :

Trop de voitures encombrant nos villes et contrecarrent l'enjeu de bien-être, sonore et/ou visuel. « Il faut faire en sorte que la voiture ne soit plus aussi pratique ». Faire en sorte que les alternatives soient d'un usage facile de manière à se rapprocher le plus possible du même sentiment de liberté que donne la voiture pour donner envie de quitter ce mode de transport. « Il y a un énorme gâchis quand on voit qu'une tonne de ferraille transporte 80 kg d'être humain ». « Nous sommes trop dépendant de la voiture en ville mais aussi hors de la ville » : une participante travaille à Arkéa et constate qu'il y a trop peu d'alternative à la voiture à l'échelle du Finistère (échelle spatiale d'attraction d'Arkéa – et c'est le cas pour d'autres gros employeurs de Brest). « La connexion de la ville à la périphérie et au Pays de Brest est un gros enjeu ».

De nombreuses propositions ont été faites en matière de transport en commun et de déplacements doux, (surtout vélo).

Transports en commun :

- Rendre les transports en commun gratuit (*proposition revenue sur beaucoup de tables*). Pour inciter les gens à prendre les transports en commun sans se poser de question. D'autres villes ont testé et c'est un succès.
- Augmenter l'avantage compétitif des transports collectifs car aujourd'hui il est plus intéressant financièrement de faire 1 km en voiture plutôt qu'en bus : baisse de prix voire gratuité
- La gratuité permet aussi d'assurer la mixité sociale dans les TC et donc de faire baisser certaines barrières psychologiques (pour concurrencer le « confort » de la voiture) Cela changerait l'image des transports en commun.
- Un avis contraire : les gens qui prennent leur voiture continueront à le faire s'ils n'habitent pas sur la ligne. Il faut donc développer de nouvelles lignes de tram.
- Renforcer l'offre de bus et sa lisibilité, développer le tram ou autre service performant similaire sur les axes de desserte des services publics (UBO, CHU, aéroport...)
- Le problème c'est aussi que les gens ne connaissent pas les lignes qui existent (problème de lisibilité des lignes et des horaires). Il faudrait une sorte de période de test gratuite pour que les gens puissent tester les lignes qui leur sont utiles, aux différents jours ou horaires de la semaine.
- Forte attente pour la deuxième ligne de tram nord/sud.
- Augmenter la fréquence du tram en bout de ligne aux heures de pointe.
- renforcer à la fois l'efficacité énergétique et la souplesse du réseau de bus pour adapter plus finement l'offre à la demande : adaptation du gabarit des bus, ou leur fréquence, ou les temps de trajet, et ce notamment dans les quartiers éloignés du tram, jugés de moins en moins bien desservis et donc propice à faire (re)basculer les habitants sur le mode voiture.
- A Brest le réseau de bus est en étoile, il est difficile de ne pas passer par le centre (rupture de charge) pour rejoindre un autre bout de l'agglomération.

- Augmenter la fréquence des bus vers les communes de la métropole aux heures de pointe – une fréquence de 20 à 22 mn n'est pas incitative et développer sur certains axes plus de bus en site propre. Sur certaines lignes aux heures creuses utiliser des minibus.
- Entre fort Montbarrey et Pontanézen, via l'hôpital et le boulevard de l'Europe, expérimenter une ligne de bus aux heures de pointe avec peu d'arrêts et en imaginant des parkings relais à chaque extrémité, cela contribuerait à désengorger le pont de la Villeneuve et le boulevard de l'Europe.
- Il faudrait communiquer sur le fait que les 10/15 minutes à faire à pied pour rejoindre l'arrêt de bus sont bons pour la santé.
- Agrandir les parkings relais notamment porte de Gouesnou et fort Montbarrey pour stationner les voitures hors de la ville.
- Développer le nombre de bus électriques.
- Le train régional est vraiment utile pour la mobilité et pour le lien social : on y échange beaucoup.



Vélos

Les participants s'accordent à dire que la ville reste dangereuse pour les cyclistes (vécu comme un frein aujourd'hui pour certains).

Ils font le constat d'une hausse de cyclistes dans le centre urbain et prennent acte du développement de l'offre en pistes et bandes cyclables (« Bravo pour la concertation sur le vélo ! »). Ils s'accordent à dire que ces aménagements s'ils étaient plus nombreux, plus sécurisés et mieux signalés contribueraient à une augmentation du nombre d'utilisateurs réguliers des deux-roues.

- Améliorer les infrastructures pour les vélos sur la métropole : rendre les pistes cyclables moins dangereuses, les entretenir plus régulièrement, pistes cyclables séparées de la route, éviter les interruptions, emplacements pour attacher les vélos, « parc à vélo » couverts et fermés pour éviter le vol des vélos (notamment électriques)...
- Sur certains axes très fréquentés par les voitures, poursuivre la réalisation des tronçons manquants dans les bandes cyclables.
- Problème du relief à Brest pour faire du vélo
- Développer les garages à vélos sur l'espace public, notamment dans l'hyper-centre ou les actifs ne bénéficient pas d'espaces disponibles sur leur lieux de travail pour remiser leur vélo.

- Planter davantage d'arceaux à proximité des équipements publics et inciter les entreprises privées à en installer.
- organiser plus de lieux de stationnement relais pour les vélos (écoles, arrêts de bus...) pour favoriser l'intermodalité vélo/voiture/transports en commun, pour les familles.
- Faire en sorte que les « itinéraires conseillés vélo » soient plus avantageux que la voiture. Aujourd'hui on dirait que le trajet le plus rapide est fait pour la voiture et le plus pénible et dangereux pour le vélo. Ex : itinéraire entre Ikéa et Arkéa/ Le Relecq-Kerhuon
- Renforcer la signalétique des bandes et pistes cyclables, parcours pas toujours intuitifs en présence d'un espace multimodal.
- des pistes cyclables qui prendraient la forme « d'autoroute à vélo » seraient des solutions
- remplacer des places de parking voiture pour créer des pistes cyclables et/ou des parkings à vélo.
- Comme en Angleterre, organiser des manifestations groupées inter-entreprises (ex : échelle du technopôle) : « aujourd'hui on va au boulot en vélo ». De ce fait, beaucoup de travailleurs se retrouvent en vélo sur les routes ce qui est rassurant en terme de sécurité.
- Mettre des vélos en libre service (type vélib')
- Au même titre que la participation employeur aux utilisateurs des TC, accorder une participation aux employés venant régulièrement en vélo au travail.
- Pour une prise de conscience de la part des automobilistes à la sécurité des cyclistes, les initier à la pratique du vélo (journées de sensibilisation y compris dans les entreprises), une sorte de « vis ma vie ».
- Prévoir dans le tram un espace dédié aux vélos, actuellement aux heures de pointe inimaginable de pouvoir y faire rentrer un vélo.

Pour limiter les trajets domicile/travail et éviter les bouchons aux heures de pointe, il faut redonner envie d'habiter en ville et ainsi utiliser davantage les modes actifs.

Des propositions sont faites en ce sens :

- Poursuivre le verdissement de la ville, inciter les porteurs de projet à la réalisation de toitures et murs végétalisés.
- Travailler sur les connexions en mode actifs entre les espaces verts, les grands parcs urbains.
- Encourager les initiatives citoyennes pour le fleurissement des quartiers avec un accompagnement de la métropole.
- Réduire la place de la voiture en ville : développer les zones piétonnes (rue Jean Jaurès sans voiture par exemple, un centre-ville piétonnier : étendre la zone piétonne rue de Siam aux rues adjacentes.) et les zones 30 (à développer dans l'hyper-centre et les centres-bourgs adaptées aux déplacements doux), développer les cheminements doux
- Empêcher tout projet de rocade (voire même de voirie nouvelle) qui favorise les déplacements motorisés individuels ainsi que les zones commerciales en périphérie des villes
- Transformer les 2X2 voies en une voie voiture et une voie pour la mobilité douce
- Inconfort de certains espaces pour la marche à pied : pont de l'Harteloire

Co voiturage / auto partage / véhicules électriques

- un covoiturage de proximité, entre les communes de la métropole et Brest devrait être organisé.
- développer le covoiturage là où il n'y a pas de solution en transport en commun, pour ne pas faire de concurrence
- développer le covoiturage au sein des entreprises car trop souvent on ne sait pas qu'un collègue fait quasiment le même trajet que soi. Pour inciter à ce covoiturage, il faudrait une incitation financière de l'entreprise. Et inciter au télétravail (avec une incitation fiscale)
- Créer de l'auto-stop organisé, avec des lieux dédiés où l'on pourrait se rendre et attendre un chauffeur.

- imaginer des sites de covoiturage par quartier ou dans les centres sociaux
- proposer des essais gratuits d'alternatives à la voiture : l'essayer c'est l'adopter
- dispositifs incitatifs plutôt que punitifs : aider l'achat de vélos à assistance électrique
- Mener des actions de sensibilisation et développer l'auto-partage.
- Interdire les publicités pour les SUV et les 4x4.

Débat sur le développement des véhicules particuliers électriques, notamment à cause du problème de recyclage des batteries, du coût à l'achat du véhicule, de l'électricité primaire (le nucléaire). En revanche il est à noter l'impact positif en termes de pollutions sonores.

- Développer les véhicules électriques et développer les avantages pour ces véhicules : utilisation voie de bus, bornes de recharges, stationnement gratuit.
- Offre de location de quelques véhicules électriques à développer.



Autres sujets évoqués comme des sujets prioritaires (après les déplacements) :

Energie

Production d'énergie et sobriété

- Plusieurs participants ne connaissaient pas le cadastre solaire réalisé sur la métropole.
- Développer les projets d'énergie solaire sur les toits des grands magasins et sur ceux des bâtiments agricoles. Pourquoi pas sur le futur stade de foot ?
- Réellement étudier les possibilités de produire de l'énergie éolienne sur le territoire de la métropole.
- Diminuer les consommations d'énergie futiles : les bâtiments, commerces, parkings, panneaux publicitaires éclairés la nuit. Horaires de l'éclairage public à affiner au plus précis.
- Exiger des performances énergétique dans la construction / rénovation des bâtiments (publics, tertiaires, particuliers...)
- Favoriser la baisse de la consommation d'énergie plutôt que la production
- Rejeter publiquement la construction de la centrale à gaz de Landivisiau ou trouver une autre source d'énergie
- « Autrefois il y avait des moulins sur la Penfeld, la renaturation de cet espace ne permettrait-il pas de fabriquer de l'énergie locale ? »

Rénovation énergétique des bâtiments :

Un participant cite l'exemple du changement des toitures sur le secteur de la Cavale Blanche, mais dans seulement 5% des cas, celui-ci s'accompagne d'une rénovation énergétique. Il s'interroge si cela résulte d'un manque de communication sur les travaux possibles, sur les aides...

La rénovation énergétique est importante pour le confort de vie : « *mon appart est froid et humide* » dit un étudiant.

Energie : le conseil est très bien mais les porteurs de projet sont démunis après, une fois face aux artisans. Même le label RGE ne rassure pas plus que ça : est-ce que la formation qui dure 2 jours implique un réel changement dans les pratiques de construction des artisans ? Visent-ils la sobriété dans leur gestion de chantier ?

- Rendre plus visibles, lisibles les informations liées aux questions énergétiques via les mairies de quartier, l'échelon de la proximité est important pour faire passer des informations. Ne pas compter que sur les informations numériques.
- Sensibiliser aussi les professionnels afin d'avoir le réflexe de diriger les clients vers Tinergie.
- Augmenter les aides disponibles pour les personnes les plus démunies.
- Mettre en valeur les réalisations réussies publiques ou privées.
- Adapter la taille du logement et le mobilier aux évolutions de la vie, « *revenir aux lits clos !* ».
- La collectivité peut-elle réglementairement rendre « obligatoire » le diagnostic énergétique des logements ?
- Sensibilisation dans les copropriétés privées.
- Un participant qui travaille à Arkéa et vit en copropriété imagine la possibilité de financer les travaux de rénovation énergétique par la banque qui se rembourserait sur les économies d'énergie générées par les travaux (tiers financement). Il souhaite le proposer à son entreprise.

Alimentation / jardins et zones naturelles

- « *Il faut renaturer de façon à ce que la nature apporte à la ville* »
- Viser l'autonomie alimentaire
- Développer les jardins partagés, l'agriculture urbaine et le jardinage au naturel
- Développer les jardins collectifs et démarrer la permaculture à grande échelle autour de Brest
- donner envie de s'installer en agriculture localement (et aider à l'installation) + diffuser d'autres initiatives individuelles (compost, poules domestiques...)
- Mettre des prescriptions dans les PLU pour réserver des espaces verts dédiés à la production alimentaire dans les opérations collectives
- Mettre en place une réglementation pour limiter le nombre de serres qui consomment énormément d'énergie pour produire des légumes hors saison et taxer plus forts les produits issus de ces serres chauffées.
- Préservation des zones humides et des terres certifiées « bio » (« il y en a trop peu »)
- Arrêt de l'artificialisation des « terres nourricières », limiter encore plus l'étalement urbain. Inciter des agriculteurs bio à s'installer.
- Pas de pesticides sur les terres de la métropole (nuisibles pour la santé).
- Pour les abeilles : des fleurs sur chaque balcon !
- Créer des connections entre les agriculteurs locaux, les coopératives et les lieux de revente (exemple de Liège en Belgique)
- Revoir les habitudes alimentaires des gens pour manger local et de saison.

- Moins de produits carnés, superflus, inutiles, venus de loin, donc favoriser le local, l'alternative végétale. Si on apprend aux enfants à consommer moins de viande, nous aurons besoin de moins de terres pour l'élevage et l'alimentation des animaux.
- Travailler à des cantines bio, gratuites et travaillant avec les producteurs de la région. Eviter le gaspillage notamment alimentaire. Moins de viande en général. A appliquer aux cantines, par exemple...
- Développer le bio dans les restaurant d'entreprises et les produits en circuits courts.

Déchets

- Développer le compost sur la pause du midi dans les entreprises et optimiser le recyclage dans les entreprises.
- Sensibiliser les industriels pour diminuer les suremballages. Proposer une action qui consisterait à l'issue de ses courses, à enlever après la caisse les suremballages et à les laisser aux commerçants.
- Remettre au goût du jour les systèmes de consigne (nouvelles formes de consignes à proposer sur espaces publics et dans les points de vente privés).
- Revenir aux serviettes en tissu dans les cantines scolaires.
- Poursuivre sur la métropole l'installation des points d'apports volontaires.
- Pousser toujours plus pour des politiques d'achats responsables pour accentuer la sobriété individuelle et collective.
- « Se concentrer sur ce qui est essentiel » « éviter la surconsommation »
- réapprendre à coudre, à tricoter, à cuisiner, à jardiner pour produire moins de déchets.
- éviter les emballages, taxer selon les quantités de déchets de nos poubelles,
- réutiliser en développant la réparation, en récupérant plus de vêtements dans les déchetteries

Urbanisme

- Favoriser la rénovation urbaine et non l'étalement urbain. « *Un PLU de la transition qui s'engage !* »
- recentrer les lieux de vie et de service pour limiter les déplacements obligés.
- Obliger les constructeurs à ce que les immeubles soient plus élevés et prévoir systématiquement des stationnements en sous-sol y compris pour les vélos.

Question 2 : Quels sont les actions à favoriser pour organiser la mobilisation citoyenne et des acteurs locaux dans la lutte contre le changement climatique ?

Communication

Des efforts à faire sur la sensibilisation du grand public. Développer une campagne de sensibilisation grand public (enseignement, entreprises, particuliers) aux enjeux climatiques.

- Il faut personifier les messages pour la sensibilisation, à l'image de ce qui a été fait pour la campagne « Serial cleaner ».
- Appuyer le message sur la dimension « faire ensemble », « le plaisir ». C'est comme pour le jogging, plus on pratique, plus on y prend plaisir !
- Il ne faut pas faire peur mais appuyer la dimension fun / plaisir.
- Favoriser une communication POSITIVE ! Changer l'angle d'approche qui culpabilise.
- Pour interpeller les citoyens, travailler sur des images « choc », ex : un nounours dans une poussette qui respire toutes les fumées des pots d'échappement, à diffuser sur les panneaux d'information.

Attention aux positions dogmatiques et injonctives du style « y'a trop de voiture », préférer une approche où l'on écoute et on discute pour favoriser l'implication citoyenne (ex : Rob Hopkins défend l'idée de créer des liens entre les personnes).



Sujets sur lesquels communiquer

Il est important de sensibiliser à la sobriété et d'apprendre à se débarrasser de tout ce qui est inutile. Il faut sensibiliser sur le tri (notamment au niveau des étudiants qui ne connaissent pas les règles de tri locales). Sensibiliser à la surconsommation des emballages, à l'impact de la consommation de viande. Communication sur les modes de déplacements (plans piétons & vélos, zone de covoiturage, transports en commun). Aide et information sur l'isolation des bâtiments. Communication à développer sur ce qui existe déjà : bacs à compost collectifs (les multiplier) + site internet « jette pas partage ». Faire connaître ce que font les associations, les services qui existent déjà (recyclerie Un peu d'R).

Supports de communication

- Mobilisation/éducation populaire par le biais des médias
- Faire des publications régulières par exemple « sillage » sur les initiatives vertueuses. avoir un article spécifique dans chaque SILLAGE sur le « plan climat »
- Un « journal gratuit » pour communiquer ?!
- Diffuser des spots publicitaires sur les petits gestes en faveur du climat.
- Créer des portails d'accueil et utiliser les réseaux sociaux pour créer des espaces d'échanges.
- Organiser des temps d'échange avec les élus
- On pourrait, comme à Grenoble, interdire la publicité dans les rues (mesure plébiscitée par les participants). Cela évite la pollution visuelle et surtout le lavage de cerveau et on pourrait remplacer les messages publicitaires par des communications sur ce que font les associations ou des messages d'intérêt général (sur le climat, la santé ...).
- Gratuité de la communication pour les associations.
- Cibler les événements sportifs pour communiquer sur les questions climat car ces événements brassent des publics très diversifiés.

Des temps forts

- Faire des temps forts, à l'image de ce village Climat déclic. Organisation d'évènements ludiques et informatifs. Maintenir le « village climat déclic » annuel.
- Décliner le concept à l'échelle des quartiers ?
- Organiser des événements réguliers (Climat déclic, une journée citoyenne, des ateliers thématiques, des débats, des rencontres ...pour explorer les initiatives possibles, les initiatives d'ailleurs, les bénéfices des actions menées,).

« Une maison citoyenne »

Créer un lieu d'échange, un lieu physique (« maison citoyenne »), un espace pour informer de ce qui existe, fédérer les initiatives, collecter les idées des citoyens. Ce lieu pourrait être animé par des conférences et par des associations à tour de rôle. Il serait possible d'y emmener les enfants/écoles pour les informer. Ce lieu favoriserait la coordination des acteurs locaux et favoriserait l'accompagnement des projets. Une sorte de « village climat énergie » au quotidien. Ce lieu ne serait pas forcément un lieu « institutionnel ».

Animations / réseaux

Viser les enfants via les écoles.

- Sensibilisation des enfants : c'est un bon canal. Ils ne se mettent pas de barrière et ont un effet persuasion à la maison. Jouer sur le côté ludique du tri, de l'écologie, à la perméabilisation des sols et au circuit de l'eau dans la ville, à la sobriété heureuse (actions menées par des associations environnementales) etc.
- Développer les sensibilisations dans les écoles, les projets d'école en faveur du climat, créer des défis inter école, trouver des « champions », parents référents (investi ou expert sur un sujet) qui peuvent animer des démarches sur le sujet au sein de l'école.
- Les écoles et facs de Brest doivent avoir un projet spécifique chaque année.
- Faire en sorte que les élèves soient mobilisés tout au long de leur parcours scolaire (tri, faire le bilan carbone de la maison...)
- Sensibiliser les écoliers

Ne pas se cantonner à la sensibilisation des enfants, ne pas oublier les adultes aussi, « car on n'a plus le temps ! »

Auprès de la jeunesse : remettre en valeur l'engagement, donner de nouveaux points de repère du vivre ensemble.

Entraîner les familles.



Organiser et animer la mobilisation

- Créer des emplois pour massifier la sensibilisation
- Il faut identifier des « champions », des gens qui font les choses bien et capables de rayonner dans leur réseaux (voisins, amis, collègues, école de leurs enfants...), qui pourraient être volontaires pour devenir « ambassadeur ».
- Créer une association valorisant les compétences des citoyens qui pourrait servir. Exemple pour la revalorisation des déchets.
- Organiser un genre de service civique pour les adultes afin de mener un projet collectif. Sur le long terme mais aussi sur le court terme : libérer les employés le temps d'une journée pour qu'ils œuvrent pour une action particulière en faveur du climat (à Brest métropole : la demi-journée de la foire Saint-Michel par exemple, la transformer en journée d'action). Des communes proposent un travail en commun pour la communauté et offrent ainsi une réduction d'impôts
- Créer des challenges, inter écoles ou inter-entreprises à l'échelle de la métropole. Il est important de se rassembler à un moment dans l'année pour voir l'effet masse (on n'est pas tous seuls dans notre coin).
- Favoriser les effets de masse, d'entraînement, en montrant que c'est possible (promotion des expériences qui marchent, diffusion des succès, maintien de l'espérance par des rendez-vous réguliers...)
- Créer des animations ou inciter les regroupements à des échelles de dynamiques propres (la rue, l'entreprise...)

Dans les entreprises

- Impliquer les acteurs économiques afin qu'ils développent des pratiques responsables, innovantes dans leurs entreprises.
- Imposer un référent climat dans les comités d'entreprise.
- Faire des signaux simples au sein des entreprises et institutions pour changer un peu les comportements. Exemple : un rapide panneau devant l'ascenseur qui indique que le premier étage peut être atteint en 15 sec et participe à la santé ».
- Organiser des conférences dans les entreprises car les salariés sont souvent intéressés mais ne savent pas où et à qui demander, par exemple, à la pause déjeuner, sur différents sujets liés à la gestion des déchets, la rénovation énergétique, la mobilité...
- Créer un réseau avec les institutionnels, l'université et le réseau « science participative ». Mobiliser les scientifiques brestois (cf. conférence à Océanopolis + polmer)

Des dynamiques de quartier

- Il faut faire des campagnes ciblées sur les quartiers les plus énergivores. De manière générale, il faut cibler le propos en fonction des caractéristiques des quartiers car les marges de manœuvre ne sont pas les mêmes selon les quartiers (pb de logements énergivores, pb de déplacement...). Le quartier semble la bonne échelle.
- Développer des cafés carbone, des « donneries » (pour réduire les déchets) à cette échelle.
- Il faut former / informer quelques habitants dans un quartier pour créer une dynamique. Ceux-ci pourront échanger avec leurs voisins ce qui permettra de diffuser. Il faut persévérer dans les actions ; On crée une étincelle et ensuite, il faut entretenir le feu.

Impliquer les clients des magasins avec des jeux concours dans les supermarchés. Toujours cette idée de « compensation », gratification (cadeau ou aspect financier).

Un rôle d'incitation et d'impulsion pour la collectivité

Il faut corréliser les économies de Co2 à des fonds financiers.

L'incitation doit être financière si on veut toucher le public au-delà des personnes déjà convaincues (pas partagé par tous les participants). Car ce n'est que par le biais du porte-monnaie que les gens bougent. Mais il faut rendre les solutions financièrement accessibles (justice sociale).

Par exemple, la collectivité pourrait conditionner ses subventions aux associations à l'adoption de gestes écoresponsables.

La collectivité peut aussi aider au développement d'activités économiques bonnes pour la transition : petits commerces, installations pour une agriculture saine (pour développer l'autonomie alimentaire), développer l'usage de la monnaie locale (en cassant les limites réglementaires, « Héol » utilisable par la collectivité..), soutenir la mutualisation des achats, le microcrédit, les coopératives locales, revaloriser des métiers perdus (herboristerie,...).

Il faut favoriser les circuits courts, et en la matière la collectivité a un rôle à jouer : communication, exemplarité, incitation.

Créer un label pour les produits locaux et pour les produits fabriqués avec des ressources locales.

Il faut faire en sorte que les gens puissent facilement mesurer leur bilan carbone et cela, de manière régulière pour qu'ils puissent mesurer leurs progrès. On sait gérer un compte en banque mais pas un compte carbone. On peut le mettre sur le site de la collectivité mais si il n'y a pas une incitation financière, seuls les convaincus feront la démarche. Or la question est de toucher les publics qui ne sont pas déjà sensibles à la question.

Ne pourrait-on pas compléter les missions des agents recenseurs pour élaborer un recensement énergétique ? Les agents pourraient faire avec les gens leur bilan carbone et les accompagner pour proposer les mesures adaptées à leurs consommations. Certains participants doutent que le public accepte cette intrusion.

Il faut développer les plateformes de compostage collectif car pour marcher, il faut que cela soit à proximité et il faut lutter contre l'idée préconçue que le compostage c'est fait pour les gens qui ont un jardin potager. La collectivité pourrait offrir des composteurs.

S'outiller :

- financement d'emplois locaux pour favoriser la transition
- mobilisation pour des stages d'études sur des sujets de recherche appliqués à la transition écologique sur le territoire
- développer les liens entre recherche appliquée, les entreprises et les collectivités locales (biomimétisme, utilisation des ressources, nouvelles technologies...)
- développer les systèmes d'évaluation et affichage de nos résultats collectifs : calculer notre impact carbone (individuel ou à l'échelle du territoire), nos progrès...
- expérimenter le revenu universel sur Brest (comme à Rennes) ?



Il faut prendre en compte véritablement ce qui est dit par les citoyens. C'est bien de faire de la concertation mais alors il faut en tenir compte, sinon cela produit l'effet inverse....

Il faut de la transparence. Il faut que les gens aient plus d'info.

Renforcer le budget participatif car on voit que les projets proposés sont des projets écocitoyens.